

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 26 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite] 195

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite]

[Point 25, a*]

1. M. ELAHI (Pakistan) remercie le représentant de l'Argentine d'avoir appelé l'attention de la Commission sur les risques d'évolution défavorable du rapport des échanges, c'est-à-dire sur un problème qui suscite de vives inquiétudes chez les pays insuffisamment développés. M. Elahi rappelle qu'au cours de son intervention dans la discussion générale (203^{ème} séance), il avait signalé non seulement l'aggravation du rapport des échanges, mais aussi les conséquences encore plus graves qu'aurait, pour les pays insuffisamment développés, une récession même modérée dans les pays industriels, et qu'il avait insisté sur la nécessité de prendre des mesures qui puissent garantir pour les produits de base une demande stable et des prix raisonnables.

2. La délégation du Pakistan approuve entièrement les objectifs du projet de résolution argentin (A/C.2/L.162/Rev.2). Elle estime, elle aussi, qu'avant de prendre des mesures qui pourraient affecter les prix des produits de base les gouvernements devraient tenir dûment compte de l'effet que ces mesures risquent d'avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement; elle pense également que les gouvernements devraient s'abstenir d'encourager la fabrication de produits synthétiques et de produits de remplacement, et qu'il faudrait s'efforcer de réduire les entraves à l'importation des produits de base.

3. La délégation du Pakistan n'est toutefois pas certaine que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs

soit de conclure des ententes internationales multilatérales, ou des accords relatifs aux produits de base. La délégation du Pakistan a exposé en détail ses vues sur la question des accords relatifs aux produits de base à la quatorzième session du Conseil économique et social, lors de l'examen des mesures destinées à assurer la stabilité économique internationale. Les accords relatifs aux produits de base ne sont d'aucune utilité en période critique: ils contribuent, certes, à contenir les prix dans certaines limites mais ils n'exercent pas forcément une action stabilisatrice. En tout cas, ils ne remplissent pas la fonction la plus importante du point de vue des pays insuffisamment développés: favoriser un accroissement constant de la demande. S'ils aident, dans une certaine mesure, à freiner les mouvements de hausse, ils sont généralement impuissants à enrayer les mouvements de baisse, et, par conséquent, ne servent pas les intérêts des pays insuffisamment développés.

4. La délégation du Pakistan votera donc contre le paragraphe 5 du projet de résolution de l'Argentine; cette attitude est d'ailleurs justifiée aussi par les raisons, excellentes, qui sont exposées dans le rapport intitulé: *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156). M. Elahi fait appel aux représentants de l'Argentine, de l'Indonésie et des cinq Puissances de l'Amérique centrale qui ont coopéré à la rédaction de ce paragraphe pour qu'ils consentent à le supprimer, car son maintien empêcherait la délégation du Pakistan de se prononcer en faveur de l'ensemble du projet de résolution. Pour les mêmes raisons, la délégation du Pakistan votera contre les amendements proposés par la délégation de la Grèce (A/C.2/L.173).

5. Passant à la question des produits synthétiques et des produits de remplacement, M. Elahi déclare qu'aucune considération scientifique ou technique ne saurait justifier l'adoption, par les gouvernements, de mesures qui entravent le libre jeu de la concurrence au détriment de produits de base. De pareilles mesures s'apparentent à la volonté d'autarcie ou représentent une forme de pression économique à laquelle les pays visés sont en droit de s'opposer. Il semble bien que l'alinéa c

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

du paragraphe 4 du projet argentin ait pour seul objet d'attirer l'attention sur les dangers que présente, pour l'ensemble de la collectivité mondiale, l'action égoïste de certains gouvernements. Ce serait en effet manquer du sens des réalités que de tenter de barrer la route au progrès, mais on a vu, dans le passé, des gouvernements prendre des mesures avantageant des produits synthétiques ou de remplacement dans le dessein délibéré de faire pression sur le marché de telle ou telle matière première. C'est là une menace réelle pour les pays insuffisamment développés, et c'est pourquoi la délégation du Pakistan estime que la question mérite, tout au moins, d'être étudiée de façon plus approfondie.

6. M. Elahi en vient à la partie du projet de résolution argentin qui prête le plus à controverse: celle qui vise l'établissement d'un rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés. Le représentant du Pakistan avoue qu'il se sent quelque peu hésitant sur ce terrain. Tous les pays insuffisamment développés désirent naturellement des marchés stables et des prix équitables pour leurs produits. Le Pakistan, qui compte sur l'exportation de cinq produits seulement — le jute, le coton, la laine, les peaux et le thé — pour se procurer des devises, accueillerait avec joie toutes mesures dont on pourrait attendre raisonnablement qu'elles maintiennent les prix de ces produits. M. Elahi fait observer, à ce propos, que les pays insuffisamment développés ont à se défendre contre une double action de la part des Puissances industrielles: lorsque les prix des matières premières montent, les pays industriels développent la production des produits de remplacement; lorsque les prix des matières premières baissent, non seulement les pays industriels ne viennent pas en aide aux pays de production primaire, mais ils cèdent aux revendications protectionnistes de leur industrie de remplacement.

7. Comment donc résoudre la question de la parité des prix? La délégation du Pakistan a examiné attentivement tous les arguments qui ont été avancés pour ou contre la proposition formulée par la délégation de l'Argentine. Elle a dû conclure, à son regret, que l'établissement d'un rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés est un idéal que l'on ne peut espérer réaliser dans les circonstances actuelles. Le représentant de l'Argentine a dit lui-même qu'il ne prétendait pas apporter de solution à un problème extrêmement complexe. La délégation du Pakistan se demande donc, étant donné l'opinion des experts dans le rapport *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, ainsi que l'opposition manifestée par les représentants des Puissances industrielles et l'incertitude où se trouvent certains représentants de pays insuffisamment développés, s'il ne serait pas plus sage de supprimer la dernière partie de l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution argentin, à partir des mots "de façon à maintenir ...".

8. La délégation du Pakistan approuve sans réserve les paragraphes 6 et 7 du projet; elle serait disposée à accepter également le paragraphe 8, au sujet duquel elle a certains doutes, si l'on n'y faisait pas mention des accords sur les produits de base. La délégation du

Pakistan pense, d'autre part, que les experts devraient soumettre leur rapport au Secrétaire général plutôt qu'aux gouvernements représentés au Conseil économique et social. M. Elahi espère que le représentant de l'Argentine voudra bien accepter ces amendements d'importance secondaire.

9. La délégation du Pakistan s'abstiendra lors du vote de l'amendement présenté par le Danemark, la Norvège et la Suède (A/C.2/L.180); elle ne s'opposera pas à l'adoption des amendements de la France (A/C.2/L.179).

10. M. FACIO (Costa-Rica) déclare qu'il votera pour le projet de résolution argentin dont le texte révisé (A/C.2/L.162/Rev.2) tient compte des amendements proposés par les délégations du Brésil, du Chili, de l'Indonésie et des cinq pays d'Amérique centrale. Il est plus clair et plus catégorique que le texte primitif, et la délégation du Costa-Rica le trouve, de ce fait, parfaitement acceptable.

11. M. Facio ne croit pas devoir exposer les raisons d'ordre théorique et pratique qui l'incitent à appuyer ce projet de résolution; tout a été dit à ce sujet et rien ne saurait être ajouté aux arguments pertinents qu'ont avancés entre autres, les représentants de l'Argentine et du Brésil. Il exposera toutefois les réflexions que lui inspirent les arguments de certaines délégations qui ont combattu le projet de l'Argentine.

12. Il estime que ces arguments reposent en général sur des hypothèses étranges au projet lui-même. En effet, comme l'a fort bien souligné le représentant de la Colombie au cours de la 218^{ème} séance, les recommandations formulées dans le projet n'ont pour objet ni d'établir un rapport immuable des prix, à la faveur de mesures de contrôle prises sur le plan national ou international, ni de faire intervenir les Etats dans le mécanisme de l'établissement des prix. Il s'agit simplement de recommander aux Etats Membres qui sont importateurs de matières premières de tenir compte, toutes les fois qu'ils adoptent des mesures affectant les prix de ces matières premières, non seulement des effets immédiats de ces mesures sur leur propre économie, mais aussi de leurs répercussions sur l'économie des pays insuffisamment développés. A ce propos, M. Facio analyse le cycle des relations commerciales entre les pays insuffisamment développés et les pays industrialisés. C'est par la vente de leurs matières premières que les pays insuffisamment développés se procurent les devises nécessaires à l'achat des produits manufacturés dont ils ont besoin pour s'équiper. Ces produits manufacturés sont fournis par des pays industrialisés dont l'économie repose précisément sur la production massive et sur la vente de ces marchandises. Le projet de résolution servirait donc aussi bien les intérêts des pays industrialisés que ceux des pays insuffisamment développés.

13. Pour illustrer sa thèse, M. Facio rappelle les effets désastreux de la baisse des prix de l'étain et du cuivre sur les économies de la Bolivie et du Chili. Il évoque également les perturbations que la baisse des prix du café pendant la deuxième guerre mondiale a engendrées dans l'économie de son pays. A cet égard, il indique que l'adoption du projet de résolution de l'Argentine par l'Assemblée générale aurait, sur l'économie des pays producteurs de café, un effet immédiat que les délégations opposées au projet n'apprécient peut-être

pas pleinement. Il rappelle que la culture du café exige une main-d'œuvre considérable, une somme de travail énorme qui, dans les conditions actuelles, ne reçoit pas sa juste rémunération. C'est ce qu'un représentant du Costa-Rica n'a pas manqué de faire valoir devant le Comité Gillette chargé par le Gouvernement des Etats-Unis d'enquêter sur la hausse du prix du café aux Etats-Unis; le représentant du Costa-Rica a précisé que le salaire horaire de l'ouvrier costa-ricien employé à la culture du café n'est que de dix centavos, soit huit fois moins que le salaire de l'ouvrier agricole américain. On imagine quels peuvent être, dans ces conditions, le niveau de vie de l'ouvrier costa-ricien, le revenu national du Costa-Rica et les ressources financières d'un pays que des mesures de contrôle extérieures empêchent d'écouler son unique produit primaire à un juste prix.

14. Le but du projet de résolution révisé est précisé de garantir les pays insuffisamment développés contre la détérioration du rapport des échanges. Il convient donc qu'il reçoive l'appui moral de l'Assemblée générale, dans l'intérêt de tous les pays, qu'ils soient insuffisamment développés ou industrialisés.

15. M. Facio passe ensuite à l'examen des amendements que diverses délégations ont proposés. Il déclare tout d'abord qu'il se gardera d'ajouter quoi que ce soit à l'exposé du représentant du Salvador, qui a présenté, au nom des cinq Puissances d'Amérique centrale, un amendement tendant à recommander aux gouvernements de coopérer à l'élaboration d'ententes internationales sur les produits de base, aux fins indiquées dans les alinéas *a* et *b* du texte qui est devenu le paragraphe 5 du projet de résolution révisé (A/C.2/L.162/Rev.2)

16. Pour ce qui est des amendements présentés par les délégations de la Grèce (A/C.2/L.177), de la France (A/C.2/L.179) et des pays scandinaves (A/C.2/L.180), M. Facio se plaît à reconnaître l'esprit de conciliation dont ces délégations ont fait preuve en recherchant des formules de compromis. Il estime cependant que ces amendements tendent à affaiblir le projet de résolution de l'Argentine et à en réduire la portée. Il ne sera donc pas en mesure de les appuyer de son vote, exception faite de l'amendement proposé par le représentant de la France qui contribue à améliorer la présentation de l'alinéa *c* du paragraphe 4.

17. En terminant, M. Facio exprime sa surprise d'avoir entendu, au cours de la séance précédente, le représentant de la France affirmer que le projet de résolution de l'Argentine, même s'il était adopté, serait absolument inopérant parce qu'il ne pourrait recueillir l'appui des représentants des pays industrialisés. Il tient à rappeler qu'une résolution adoptée par l'Assemblée générale devient l'expression de la volonté des Nations Unies, quelle que soit la répartition des voix. Si l'on devait admettre que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale n'ont de valeur que dans la mesure où les grandes Puissances les appuient, cela reviendrait à accorder à ces dernières un droit de veto que la Charte n'a certes pas envisagé. M. Facio ne veut pas croire que ce soit là l'opinion du représentant de la France.

18. M. DE SEYNES (France) déclare que le représentant du Costa-Rica s'est mépris sur le sens de sa déclaration. Il a simplement voulu signaler à la

Commission qu'une recommandation, quand elle s'adresse à certaines Puissances, risque d'être inopérante et platonique si ces Puissances ignorent ce que l'on attend d'elles; il avoue que, pour sa part, les termes "adéquat, juste et équitable" s'appliquant au rapport des prix ne lui paraissent toujours pas clairement définis. Il estime regrettable qu'une résolution de cette importance soit adoptée dans de telles conditions. Il tient à préciser qu'il n'a jamais envisagé l'exercice d'un veto, de droit ou de fait, par certaines Puissances. Cette pratique serait en effet absolument contraire aux principes qui régissent les travaux de l'Assemblée générale.

19. M. BURR (Chili) annonce que sa délégation se prononcera en faveur du projet de résolution de l'Argentine sous sa forme révisée. Elle ne peut accepter, toutefois, les divers amendements proposés par la délégation de la France (A/C.2/L.179), par les délégations du Danemark, de la Suède et de la Norvège (A/C.2/L.180), et par la délégation de la Grèce (A/C.2/L.173), car ils auraient pour effet d'enlever toute sa force au projet de résolution de l'Argentine.

20. Un des membres de la Commission a déclaré, au cours de la séance précédente, que le projet argentin était ambitieux et "sentimental". M. Burr ne partage pas cette opinion. Au contraire, il voit dans le projet de résolution de l'Argentine l'expression documentée et réfléchie d'une des plus graves préoccupations des pays insuffisamment développés, producteurs de matières premières. Si les délégations des pays insuffisamment développés ont défendu leurs idées avec tant de vigueur, c'est que le problème dont la Commission est saisie présente une importance capitale pour leurs pays, car il touche à leur stabilité économique et à leurs espoirs de progrès.

21. On a dit qu'il était très difficile de donner une définition des termes "adéquat, juste et équitable" appliqués au rapport qui devrait exister entre le prix des produits de base et celui des articles manufacturés. M. Burr tient à signaler que d'autres assemblées internationales n'ont pas hésité à employer l'un ou l'autre de ces termes dans les résolutions qu'elles ont adoptées. Il cite, en particulier, la résolution 17 de la quatrième réunion des Ministres des affaires étrangères des Etats américains, tenue l'année précédente à Washington, où, justement, il est question d'établir un "rapport équitable" entre les prix des différents produits qui entrent dans les échanges des Républiques américaines.

22. M. Burr explique qu'il votera contre l'amendement que la délégation française a proposé d'apporter à l'alinéa *c* du paragraphe 4 du projet de résolution argentin, parce que cet amendement lui paraît trop limitatif: le texte proposé par la France ne constitue pas une recommandation assez précise pour protéger les pays insuffisamment développés contre la concurrence des produits synthétiques et des produits de remplacement soutenue par une action gouvernementale.

23. M. Burr rappelle que le projet de résolution de l'Argentine vise essentiellement à entourer la vente des produits de base naturels sur le marché mondial des garanties que suppose une coopération internationale bien comprise. Toute politique qui ne reconnaîtrait pas, au premier chef, l'interdépendance économique des peuples, ne pourrait avoir d'autre résultat que d'anéantir l'espoir des pays insuffisamment développés d'élever

le niveau de vie de leur population et de réaliser des progrès dans le domaine économique et le domaine social. Parmi les garanties que le projet de résolution de l'Argentine cherche à obtenir, figure en bonne place la recommandation aux Etats Membres de tenir dûment compte, toutes les fois qu'ils adoptent des mesures qui affectent les prix de produits de base, des effets que ces mesures peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement, et d'éviter d'encourager la fabrication de produits synthétiques et de produits de remplacement qui affectent inutilement la demande internationale de produits de base naturels.

24. M. GINOSSAR (Israël) fait observer que, selon les orateurs qui l'ont précédé, il serait possible de diviser le monde en deux catégories de pays: d'une part les pays insuffisamment développés, producteurs de matières premières, où le niveau de vie est peu élevé, et d'autre part, les pays industrialisés, qui sont assez riches pour contribuer au développement des pays insuffisamment développés en leur achetant des produits primaires au prix fort. Il estime qu'une mise au point est nécessaire. Il existe, en effet, des pays en voie de développement économique qui doivent importer des matières premières ou des produits de base parce qu'ils en sont dépourvus, et qui éprouvent des difficultés à se procurer les devises nécessaires au règlement de ces importations. Telle est la situation d'Israël, où un strict contrôle doit s'exercer sur les importations et sur la consommation.

25. M. Ginossar déclare que les critiques entendues au cours du débat font naître des doutes sérieux en ce qui concerne l'effet éventuel des mesures envisagées dans le projet de résolution sur les prix de l'ensemble des exportations et sur l'économie des pays qu'il vient de mentionner. Il croit que le problème mérite d'être étudié de très près et il tient à réserver la position de son gouvernement. Il indique en outre que la situation particulière où se trouve Israël oblige le gouvernement de ce pays à favoriser la création d'industries locales pour la fabrication de produits de remplacement et de synthèse, en vue d'économiser des devises dont le pays a besoin pour pouvoir importer des produits manufacturés ou primaires.

26. La délégation d'Israël s'inspirera de ces considérations lors du vote sur le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine. Elle ne peut notamment appuyer l'alinéa c du paragraphe 4, du moins dans sa forme actuelle. Elle tiendra cependant compte des aspirations des pays producteurs de matières premières et des difficultés qu'ils éprouvent; c'est pourquoi elle s'abstiendra de voter contre certains paragraphes du projet de résolution qui paraissent préjuger quelque peu les conclusions des études et des rapports envisagés.

27. M. BRIGHT (Libéria) rappelle que les pays fournisseurs de produits primaires estiment depuis longtemps que leur situation économique s'améliorerait considérablement si les pays consommateurs consentaient à prendre des mesures en vue de rendre plus stables les prix des produits primaires. Au contraire, les pays consommateurs craignent que l'adoption de telles mesures ne réduisent les marges bénéficiaires de leurs industries.

28. Le projet de résolution de l'Argentine ne fait qu'inviter les pays consommateurs à tenir compte

d'avantage des difficultés devant lesquelles se trouvent les pays fournisseurs. En outre, les études proposées aux paragraphes 7 et 8 de ce projet permettraient d'élucider les problèmes complexes soulevés par le rapport entre le prix des produits primaires et celui des articles manufacturés.

29. Par les dispositions de l'alinéa c du paragraphe 4, le projet de résolution a pour objet d'empêcher que les produits synthétiques et les produits de remplacement ne soient utilisés dans des conditions qui nuiraient aux intérêts d'une grande partie de la population mondiale. C'est pourquoi la délégation du Libéria approuve cet alinéa et la clause restrictive qu'il renferme. Elle se prononcera en faveur de l'ensemble du projet de résolution de l'Argentine.

30. M. ABDELRAZEK (Egypte) attire l'attention de la Commission sur le fait qu'au paragraphe 2 du dispositif de sa résolution 341 A (XII), le Conseil économique et social a adopté le principe de rapports "équitable" entre les prix des articles manufacturés et ceux des matières premières. Par sa résolution 523 (VI), l'Assemblée générale a sanctionné ce principe. Dans son préambule, le projet de résolution de l'Argentine rappelle ces deux résolutions. On peut donc considérer que le projet de résolution fait logiquement suite à la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale.

31. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) rappelle que certains représentants se sont demandé comment on pourrait définir un rapport "adéquat, juste et équitable" entre les prix. A son avis, ce rapport s'établit par le jeu des transactions commerciales entre deux parties, lorsque aucune des parties n'est soumise à une pression quelconque de la part d'une autre Puissance. Le représentant du Brésil ajoute que la fixation unilatérale d'un prix maximum ou le recours à des pratiques monopolistiques constituent une intervention dans le libre jeu des forces économiques.

32. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que, dans une précédente intervention (216ème séance), il a souligné certaines difficultés pratiques que soulèverait la mise en œuvre du projet de résolution de l'Argentine. En particulier, il serait très difficile d'établir un rapport "adéquat, juste et équitable" entre le prix des produits primaires et celui des articles manufacturés; de plus, il serait impossible, à son avis, de "maintenir" ce rapport sans que l'Etat assure la direction du commerce extérieur. Le Gouvernement des Etats-Unis est résolument opposé à une telle politique.

33. De ces observations, certains représentants ont conclu que le Gouvernement des Etats-Unis s'opposerait à l'examen du problème du rapport des échanges. Cette conclusion ne correspond nullement à la réalité. Le représentant des Etats-Unis a déjà signalé que son gouvernement était parfaitement disposé à envisager la négociation d'accords sur tel ou tel produit de base avec d'autres gouvernements.

34. Il comprend que le projet de résolution de l'Argentine vise essentiellement à inviter les gouvernements, lorsqu'ils adoptent des mesures ayant pour objet d'agir sur les prix des matières premières, à tenir compte des effets que ces mesures peuvent avoir sur le rapport entre le prix de ces matières premières et le prix des articles manufacturés. A son avis, cet objectif serait plus facilement atteint si la Commission adoptait l'amen-

dement français à l'alinéa a du paragraphe 4. La délégation des États-Unis votera donc pour cet amendement.

35. M. BUNGE (Argentine) déclare que sa délégation ne voudrait pas que le projet de résolution qu'elle a déposé fut rédigé en des termes qu'elle jugerait insuffisants. C'est la raison pour laquelle, la délégation de l'Argentine ne peut partager l'opinion des représentants de la France et des États-Unis. Elle demande seulement que les pays insuffisamment développés bénéficient d'une mesure à laquelle ils ont droit. Elle ne cherche aucunement à imposer la moindre rigidité aux relations économiques internationales, elle fait simplement appel au sentiment de la justice. Elle comprend parfaitement que le Gouvernement des États-Unis soit opposé à la direction du commerce extérieur par l'État. Pourtant, ce gouvernement a eu recours à une politique de ce genre en fixant des prix maxima pour l'étain, le cuivre et le caoutchouc. Les pays industriels devraient user avec modération de la puissance dont ils disposent, afin de servir au mieux les intérêts de la communauté internationale et de respecter les exigences de la justice.

36. Le PRESIDENT signale qu'un groupe de travail officieux, composé des auteurs des différents amendements, doit se réunir à la fin de la journée; le texte que ce groupe doit élaborer sera distribué dans la matinée du 27 novembre.

37. Après un échange de vue auquel participent M. BUNGE (Argentine), M. CUSANO (Uruguay), M. GARCIA (Philippines), M. MENA (Nicaragua), M. DURON (Honduras) et M. HUEZO (Salvador), M. CARANICAS (Grèce) propose d'annuler la séance que la Commission devait tenir dans la matinée du jeudi 27 novembre 1952.

Par 18 voix contre 10, avec 24 abstentions, cette proposition est adoptée.

M. JOCKEL (Australie) propose de lever la séance afin de permettre au groupe de travail officieux de se réunir le plus tôt possible.

39. M. FACIO (Costa-Rica) appuie cette proposition.

En l'absence d'objections, la proposition de l'Australie est adoptée.

La séance est levée à 16 h. 45.

